



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-70  
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala

Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

**Absents ayant donné procuration :** M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

**Absents excusés :** M. Deyrat, M. Huber

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Berard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Date de convocation et affichage**

**Présents :** 17

**Absents :** 3

3 décembre 2021

**Procurations :** 3

**Votants :** 20

**Objet :** Application des 1607 heures

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant l'avis du comité technique en date du 25 novembre 2021 ;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

M. Sylvain CASTELLON rappelle au conseil municipal que, depuis la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire du temps de travail est fixée à 35h et la durée annuelle à 1607h. Cependant, les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l'article 7-1 de la loi n°81-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité. En effet, l'article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de travail plus favorable et l'obligation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, de respecter la règle des 1607h annuels de travail.

Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale du temps de travail en deçà des 1607h doivent être supprimés. Par conséquence, pour un agent à temps complet :

- La durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures ;
- La durée annuelle de temps de travail effectif est de 1607 heures, heures supplémentaires non comprises ;
- Les congés annuels représentent strictement cinq fois les obligations hebdomadaires de travail

M. Sylvain CASTELLON propose à l'assemblée d'adopter les modalités de mise en œuvre suivantes concernant le temps de travail :

### **Article 1 : Durée annuelle du temps de travail**

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

<b>Référence : temps complet sur 5 jours de travail hebdomadaire</b> <b>Soit 35h par semaine et 25 jours de congés annuels</b>	
Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1596 h Arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
<b>Total en heures :</b>	<b>1 607 heures</b>

En conséquence, les jours de congés non prévus par ce cadre légal et réglementaire sont supprimés.

### **Article 2 : Jours de fractionnement**

Lorsqu'un agent prend 5, 6 ou 7 jours de congés annuels en dehors de la période qui va du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de l'année de référence, il a le droit à un jour de congé annuel supplémentaire appelé congé de fractionnement.

Si ce même agent prend 8 jours de congés annuels ou plus en dehors de la période précitée, alors il bénéficie d'un second jour de fractionnement.

Ainsi dès lors qu'un agent remplit les conditions pour y prétendre, les jours de fractionnement sont de droit et sont limités à 2 par an. Ces jours ne peuvent pas être

proratisés pour les agents à temps non complet ou à temps partiel. Ces jours ne sont pas comptabilisés dans le calcul de la durée annuelle du temps de travail.

### **Article 3 : Modalité d'exercice de la journée de solidarité**

La journée de solidarité, instituée en 2004 et destinée à assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, qui prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les agents fonctionnaires, stagiaires et contractuels, est organisée selon les modalités suivantes :

- Pour les agents bénéficiant de jours de Réduction du Temps de Travail, par le travail d'un jour de RTT tel que prévu par les règles en vigueur.
- Pour les agents ne bénéficiant pas de jours de Réduction du Temps de Travail, par le travail de 7h précédemment non travaillés, à l'exclusion des jours de congé annuels et du 1<sup>er</sup> mai, selon des modalités propres aux besoins de chaque service (7h en plus du temps de travail de l'agent dans l'année, répartis sur un projet ou un temps fort de l'activité du service). La journée de solidarité peut être réalisée par demi-journée ou par heure.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

### **Article 4 : Garanties minimales**

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 23 heures et 6 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

### **Article 5 : Temps de travail hebdomadaire des agents**

Plusieurs cycles de travail sont mis en place afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service et à chaque poste et rendre ainsi un meilleur service à l'utilisateur. Ces cycles sont fixés comme suit :

- Un cycle à 35h hebdomadaires réparties sur 5 jours et 7h de travail quotidien avec 25 jours de CA et 0 jour de RTT
- Un cycle à 37h hebdomadaires réparties sur 5 jours et 7h24 de travail quotidien avec 25 jours de CA et 12 jours de RTT
- Un cycle à 39h hebdomadaires réparties sur 5 jours et 7h48 de travail quotidien avec 25 jours de CA et 23 jours de RTT
- Un cycle annualisé

La répartition de ces cycles de travail dans les services de la commune est fixée comme suit :



Les services administratifs (dont pôle population et Culture) :

- Cycle à 35h réparti sur 5 jours
- Cycle à 37h réparti sur 5 jours
- Cycle à 39h réparti sur 5 jours

Les services techniques :

- Cycle à 35h réparti sur 5 jours
- Cycle à 39h réparti sur 5 jours

Le pôle enfance jeunesse :

- Cycle à 35h réparti sur 5 jours (entretien, centre de loisirs et accueil périscolaire)
- Cycle à 39h réparti sur 5 jours (crèche, entretien, centre de loisirs et accueil périscolaire)
- Cycle annualisé (ATSEM et Relais Petite Enfance)

Police municipale :

- Cycle à 35h réparti sur 5 jours
- Cycle à 39h réparti sur 5 jours

Les droits à congé annuel et RTT des agents à temps partiel et temps non complet sont calculés au prorata de la durée des services accomplis et de la quotité de temps de travail sur chaque cycle. Les droits ainsi proratisés sont arrondis à la demi-journée supérieure. Les agents à temps partiel et temps non complet voient donc leur temps de travail réduit comme suit, proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet :

Temps de travail	Cycle 35h			Cycle 37h			Cycle 39h		
	CA	RTT	h/semaine	CA	RTT	h/semaine	CA	RTT	h/semaine
100% sur 5 j	25	0	35h00	25	12	37h00	25	23	39h00
90% sur 4,5 j	22.5	0	31h30	22.5	11	33h18	22.5	21	35h06
80% sur 4 j	20	0	28h00	20	10	29h36	20	18.5	31h12
70% sur 3,5 j	17.5	0	24h30	17.5	8.5	25h54	17.5	16.5	27h18
60% sur 3 j	15	0	21h00	15	7.5	22h12	15	14	23h24
50% sur 2,5 j	12.5	0	17h30	12.5	6	18h30	12.5	11.5	19h30

**Article 6 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et mettent un terme de facto aux dispositions de la délibération sur la réduction du temps de travail du 21/12/2000 ainsi qu'aux accords négociés du 01/12/2001.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité décide d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées donne pouvoir à M. le maire de signer toutes les pièces nécessaires à sa mise en application.

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 8.4.1